



**Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr. générale
22 janvier 2021
Français
Original : anglais

Comité contre la torture

**Décision adoptée par le Comité au titre de l'article 22 de la
Convention, concernant la communication n° 936/2019*, ****

Communication présentée par : B. T. (représenté par des conseils, Marko Štambuk
et Ana Trkulja)

Victime(s) présumée(s) : Le requérant

État partie : Serbie

Date de la requête : 24 juin 2019 (date de la lettre initiale)

Questions de fond : Expulsion vers la Turquie ; risque de torture

Le 30 décembre 2020, le Comité, ayant été informé que les autorités judiciaires de l'État partie avaient décidé que les conditions préalables à l'extradition du requérant n'étaient pas remplies et que le requérant avait été remis en liberté et était retourné en Bulgarie, où il résidait, et comme suite au retrait de la requête pour ces mêmes raisons, a décidé de cesser l'examen de la communication n° 936/2019.

* Adoptée par le Comité le 30 décembre 2020, pendant la période intersessions.

** Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication : Essadia Belmir, Claude Heller, Liu Huawen, Jens Modvig, Ilvija Puce, Diego Rodríguez-Pinzón, Sébastien Touzé et Bakhtiyar Tuzmukhamedov. Conformément à l'article 109 du Règlement intérieur du Comité, lu conjointement avec l'article 15, et à l'article 10 des Principes directeurs relatifs à l'indépendance et à l'impartialité des membres des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme (Principes directeurs d'Addis-Abeba), Erdogan Iscan n'a pas pris part à l'examen de la communication.

